

"Tout n'a pas suffisamment été mis en œuvre pour réaffirmer les enjeux de ces élections" (Bruno Collignon, FA-FP)

Le 6 décembre 2018, les agents des trois versants de la fonction publique vont élire leurs représentants syndicaux aux 22 000 instances de concertation de la fonction publique. AEF info publie chaque lundi, depuis le 17 septembre, une interview des responsables des neuf fédérations représentatives de la fonction publique (UFSE-CGT, Uffa-CFDT, FGF-FO, Unsa Fonction publique, FSU, Solidaires, CFTC, CFE-CGC, et FA-FP). Aujourd'hui, Bruno Collignon, président de la FA-FP, neuvième organisation sur les trois versants avec 2,91 % des voix, derrière la CGT, la CFDT, FO, l'Unsa, la FSU, Solidaires, la CFTC et la CFE-CGC (1).



Bruno Collignon, président de la FA-FP / © David Marmier

AEF info : Comment analysez-vous la rentrée sociale, sur fond de programme "Action publique 2022" et de concertation fonction publique ?

Bruno Collignon : C'est le prolongement logique de ce que nous présentons depuis 18 mois. Le second CITP du 29 octobre 2018 ([lire sur AEF info](#)) complète celui de février. À cet égard, les



travaux du comité action publique 2022, dont le rapport n'a jamais été communiqué avant d'être finalement rendu public sans vraiment l'être, sème un peu le trouble d'autant que depuis le début nous avons été de ceux qui ont accepté de jouer le jeu et de rentrer dans la dynamique.

Cela nous semblait avoir du sens de réfléchir à la fonction publique de demain. Mais le gouvernement s'est appuyé sur les faibles résultats de la consultation qui ne sont pas significatifs et est prêt à faire feu de tout bois pour essayer d'étayer la légitimité quitte à travestir les résultats obtenus.

Ce qui nous rend amers est de constater ce paradoxe de la part du gouvernement entre une volonté clairement affichée de dialogue et ses orientations qui sont celles sur lesquelles a été élu le président de la République et pour lesquelles les lignes ne bougent pas. Nous ne contestons pas l'aspect quantitatif des réunions, avec des bilatérales menées dès le début du quinquennat par Gérard Darmanin puis par Olivier Dussopt, mais, au fil des semaines, nous n'avons pas beaucoup d'éléments objectifs d'évolution face aux arguments portés de manière quasi unitaire par les neuf organisations syndicales représentatives. Et pourtant, force est de constater, comme l'a fait remarquer la députée (LaREM, Isère) Émilie Chalas, que les neuf organisations syndicales sont toujours à la table des négociations ! ([lire sur AEF info](#)).

AEF info : Dans ce contexte particulier, quels sont les enjeux des élections professionnelles de décembre pour la FA-FP ?

Bruno Collignon : Nous sommes confrontés à une volonté réelle de remise en cause profonde du service public et de la fonction publique dans ce qu'elle porte en matière de solidarité et de lien social. C'est la première fois depuis la création du statut dans les années 1980 qu'il y a une telle détermination assumée de remettre en cause les fondements même de ce qui fait sens en matière de service public et de fonction publique.

Tous les éléments qui s'enchaînent (la remise en cause du principe selon lequel sur un emploi permanent doit être occupé par un agent titulaire qui est proposé ; des déroulements de carrière doivent s'inscrire dans le cadre d'une démarche paritaire avec les CAP ; la dimension santé et sécurité au travail relève des CHSCT ; le projet d'instaurer une rémunération au mérite qui induit individualisation et rivalité entre les agents, etc.) mettent en avant le fait que l'objectif, outre les réductions de personnel, va à l'encontre des éléments déontologiques.

La FA-FP, dont l'identité est l'indépendance vis-à-vis de toute acointance politique, doit convaincre les agents qui pourraient être tentés par une forme de renoncement qu'en l'absence, ce serait pire. Nous devons donc réaffirmer nos convictions et nos valeurs.

Concrètement, nous travaillons désormais sur les trois versants. Dans la fonction publique territoriale, nombre de syndicats se sont créés au sein de notre fédération depuis 2014, ce qui prouve que ce que l'on porte au sein de la fonction publique – et de la seule fonction publique puisque contrairement aux huit autres organisations, nous n'appartenons pas à une confédération présente également dans le secteur privé – fait sens.



Dans le versant hospitalier, les syndicats qui nous ont rejoints juste avant 2014 ont fait un incroyable travail de développement sur nos valeurs. Plusieurs CHU et Ehpad déposent des listes pour la FA. Nous saluons d'autant plus ce travail que notre syndicat fournit le même travail que les autres syndicats en ayant moins de moyens.

Quant au versant de l'État, nos collègues du SNPTES qui nous ont rejoints en mai dernier, réalisent un important travail après avoir créé la fédération autonome de la fonction publique de l'Etat mais aussi de l'enseignement supérieur et de la recherche ([lire sur AEF info](#)). À cet égard, ce pari qu'ils font est à saluer. Le SNUP-MI (syndicat national unitaire des personnels du ministère de l'Intérieur) a également rejoint en septembre la FA-FPE en créant la fédération autonome des personnels du ministère de l'Intérieur (FA-PMI) qui a déposé des listes dans les préfectures et la police nationale.

Tout cela prépare de belles surprises pour le 6 décembre. Nous sommes la neuvième organisation syndicale en termes de représentativité mais la question de fond n'est pas de savoir si nous serons toujours à cette place mais de défendre et promouvoir nos valeurs.

AEF : Comment lutter contre l'abstention qui a progressé en 2014 ?

Bruno Collignon : L'abstention est un vrai sujet qui d'ailleurs n'intéresse pas seulement le monde du syndicalisme. C'est le principe d'une démocratie selon lequel ceux qui sont élus tirent leur légitimité des électeurs, que nous devons convaincre. Un taux de participation plus significatif qu'en 2014 pourrait être perçu comme une envie de donner davantage de pouvoir et de légitimité aux organisations syndicales.

Cela étant dit, la place des jeunes dans le corps électoral de la fonction publique est un vrai sujet. Ils sont souvent assimilés – à tort – à des personnes égoïstes. Ceux que nous rencontrons et qui souhaitent faire un bout de chemin avec la FA sont certes dans une approche individualiste, mais non égoïste. Par rapport aux générations plus âgées pour laquelle le syndicalisme s'inscrivait dans une logique, certains ont le désir d'être convaincus. Chez eux, le syndicalisme ne va pas de soi et cet engagement doit être accompagné via notamment des informations détaillées, explicatives et pédagogiques. C'est ce que nous nous attachons à faire.

AEF info : Anticipez-vous des difficultés particulières dans le déroulement du scrutin ?

Bruno Collignon : La grande inconnue est le vote électronique. L'approche franco-française privilégie le rapport au papier et le fait de mettre une liste dans une enveloppe. Cela est toujours important pour nombre d'électeurs. Nous restons persuadés que tout n'a pas suffisamment été mis en œuvre pour que les enjeux de ces élections soient réaffirmés. Il est par ailleurs particulièrement difficile de mobiliser alors que les instances de dialogue social vont être profondément réformées.

S'agissant du dépôt des listes, que nous sommes en train de recenser, nous n'avons pas de remontées de difficultés majeures. Une des difficultés aurait pu être la représentation équilibrée



femmes-hommes, mais cela a plutôt bien fonctionné avec des listes renouvelées et l'arrivée de jeunes qui ont envie d'apporter leur contribution et d'apprendre.

Cela dit, le fait que dans le versant territorial, des élections intermédiaires ont eu lieu depuis 2014, l'apparition de communes nouvelles, la fusion des régions, la montée en puissance des intercommunalités (la création de certaines au 1^{er} janvier 2019 impliquant l'organisation de nouveaux scrutins) n'est pas de nature à favoriser la participation.

Nous rencontrons par ailleurs une nouvelle difficulté pour déposer des listes pour les CCP (commissions consultatives paritaires) concernant les agents contractuels, ceux qui souhaitent faire carrière au sein de la fonction publique hésitant à s'engager de peur que cela ne joue pas en leur faveur. Le gouvernement affiche sa volonté de "libérer" le statut, mais quand les personnels ne sont pas protégés par un statut – statut qui leur impose également des obligations –, ils ne franchissent pas le pas quand il s'agit de faire valoir leurs droits.

Si telle sera la fonction publique de demain, servie par des contractuels, qui n'auront plus aucune emprise sur la notion d'équité, ce n'est pas le modèle que l'on encouragera. Les difficultés à constituer des listes en CCP sont de notre point de vue révélatrices de ce qui pourrait se jouer demain si l'on passait à plus de 30 % de contractuels dans la fonction publique. Même si nous sommes conscients qu'encourager les CCP peut être interprété comme la volonté d'encourager le contrat...

AEF info : Les difficultés des organisations syndicales à faire entendre leur voix dans la concertation actuelle risquent-elles de remettre en cause auprès des agents leur rôle et leur capacité à être efficaces ? Et, par conséquent, faut-il repenser le syndicalisme dans la fonction publique et si oui, comment ?

Bruno Collignon : Notre approche s'inscrit dans une logique, que nous qualifions de "progressiste", qui consiste à rechercher une nouvelle manière de faire du syndicalisme. Nous souhaitons vraiment éclairer les agents ; notre position n'est pas dogmatique vis-à-vis de tel ou tel gouvernement. Notre approche consiste à mettre le caractère humaniste du service public au cœur de nos débats et non à défendre des privilèges et la garantie de l'emploi à vie qu'évoquait Emmanuel Macron lors de sa campagne, qui est un non-sens absolu.

La fonction publique est la garantie d'être accompagné jusqu'à la fin de sa vie professionnelle. Et quand on voit les difficultés du secteur marchand à maintenir les seniors en emploi (le taux d'emploi des seniors y est inférieur à 50 %, contre 90 % dans la fonction publique), il y a là des valeurs fortes à apporter. Quelles que soient les difficultés des seniors, en matière de pénibilité notamment, c'est bien l'employeur public qui va tout mettre en œuvre pour les accompagner. Et si le monde doit bouger, comme le défend le gouvernement, c'est bien, à l'image de cet exemple, le service public qui peut servir de modèle.

Le fait que les agents publics ont effectivement une place particulière dans l'emploi au sein de notre société, le fait qu'il y ait aucune relation d'argent avec l'utilisateur des services publics est très



fort. L'utilisateur n'est pas regardé au travers de ses capacités financières mais en tant que citoyen. Ce n'est pas le secteur marchand qui peut proposer cela.

Défendre cela est une autre manière pour nous de faire du syndicalisme. Ce parti pris consiste à tout mettre en œuvre pour apporter les éclairages nécessaires sur les atouts de la fonction publique sans avoir à s'enfermer dans une image rigide du statut. Nous sommes prêts à ouvrir des débats très larges.

AEF info : Considérez-vous que les organisations syndicales représentatives de la fonction publique sont trop nombreuses ?

Bruno Collignon : Ce qui fait la légitimité des organisations syndicales, ce sont les électeurs et les électrices. Évidemment, si l'on enlève dix sièges au CCFP, de façon mécanique, on exclut cinq organisations syndicales de la représentativité de la fonction publique. La question est alors de savoir si les électeurs de ces organisations vont ou non se reporter sur les autres syndicats par dépit et sans conviction.

Ce sont les résultats des élections qui créent ou non la représentativité. Quand neuf organisations syndicales sont capables de porter de façon unitaire des questions fortes sur la défense du service public de demain, toutes proportions gardées, cela a plus de poids qu'à quatre. Par ailleurs, la vision de FA n'est pas en train de s'effriter, loin de là.

AEF info : Comment concilier maintien du front syndical et campagne électorale à un mois tout juste des élections ?

Bruno Collignon : Concilier front syndical et campagne électorale ne nous pose aucun problème. C'est la raison pour laquelle notre organisation a vraiment encouragé cette unité syndicale. Ce que nous portons à neuf, même si nous le portons de manière moins puissante que nous pourrions le faire chacun individuellement, n'est pas moins disant, comme le prouvent les communiqués communs que nous avons diffusés à maintes reprises. Nous y retrouvons des éléments forts, fédérateurs. Cela est un vrai symbole.

L'enjeu est de faire front commun sur tout ce qui relève d'une prise de position qui doit s'exprimer aujourd'hui sur les enjeux actuels. C'est d'autant plus compliqué avec le projet d'accord sur l'égalité professionnelle, avec une négociation courte et une signature prévue le 26 novembre, pour lequel Olivier Dussopt prévient régulièrement que, s'il n'est pas majoritaire, il n'y aura pas d'accord donc pas de transposition dans la loi. Cet agenda est un peu piégeant de la part du gouvernement vis-à-vis du respect de la légitimité des partenaires sociaux à pouvoir dire non. Dans le contexte général, il pourrait être en effet tentant d'envoyer un message fort au gouvernement en décidant de ne pas signer.

La dernière réunion intersyndicale nous a permis de mesurer qu'il n'y avait pas de désaccord de fond entre nous. Cette unité peut également jouer en faveur des organisations syndicales lors



des élections. Nous continuons donc à encourager cela face à l'espoir certain du gouvernement de voir notre front s'effriter.

(1) En décembre 2014, premier scrutin à avoir lieu simultanément dans les trois versants de la fonction publique, la CGT avait recueilli 23,08 % des voix, la CFDT 19,27 %, Force ouvrière 18,59 %, l'Unsa 10,38 %, la FSU 7,91 %, Solidaires 6,85 %, la CFTC 3,33 %, la CGC 2,93 % et la FA-FP, 2,91 %

Cette dépêche vous a été transmise avec l'aimable autorisation d'AEF, agence spécialisée d'information. Si vous souhaitez recevoir leurs informations, n'hésitez pas à vous connecter sur www.aefinfo.fr afin de découvrir le service pour une période d'essai gratuite.

Testez AEF